

Vers le retour au socialisme ?

L'électeur-consommateur attend une gestion enfin efficace de la croissance et une réduction du chômage.

Presque partout en Europe les socialistes se retrouvent au pouvoir, ce qui ne s'était pas vu depuis longtemps. Le fait est d'autant plus surprenant que la doctrine a été largement discréditée par la faillite du communisme, qui en constituait la variante extrême, comme par celle de l'étatisme industriel des nations démocratiques qui en définissait une version "soft". S'agit-il alors d'un regain de l'idéologie suscité par les excès allégués d'un "libéralisme sauvage", d'ailleurs introuvable, ou de la globalisation bien réelle des marchés, ou au contraire d'une simple coïncidence électorale?

Dans la première hypothèse nous aborderions un tournant inattendu de la vie politique, provoqué par la crise boursière et financière internationale, et qui remettrait totalement en cause le diagnostic prématuré de "la fin de l'histoire" cher à Fukuyama. Il s'ensuivrait que les gouvernements socialistes auraient un mandat des électeurs pour re-réglementer l'économie, brider les marchés et les libertés économiques, développer les transferts, les impôts et les emplois publics, voire, pourquoi pas, renationaliser un jour prochain les plus grandes entreprises.

Fluctuations réelles

Cette hypothèse se heurte cependant à ce que nous pouvons savoir des origines de la crise qui se développe sous nos yeux. Elle n'est pas due pour l'essentiel à des défauts intrinsèques des marchés financiers globalisés mais à l'accumulation, dans la sphère réelle, d'excès de capacité résultant des progrès technologiques des dernières décennies dans de nombreuses industries et dans plusieurs pays. Ces offres fortement croissantes ont créé les conditions d'une pression à la baisse sur les prix, transformée en réalité déflationniste par des politiques monétaristes et budgétaristes trop conservatrices au Japon et en Europe. L'anémie de la croissance qui s'en est suivie a détourné une épargne devenue surabondante vers les marchés financiers étroits et risqués des pays émergents, déterminant des bulles financières aggravées par la sécurité illusoire de la fixation (temporaire) des parités de change, et la garantie accordée aux investisseurs internationaux par le FMI et la Banque mondiale contre les risques de défaut des gouvernements de ces pays (voir "Des responsabilités partagées", dans *Le Figaro* du 9 octobre 1998). Dans ces conditions le diagnostic d'échec des marchés conduisant à une réhabilitation de l'économie dirigiste apparaît peu fondé.

Sous-emploi en Europe

Faut-il alors retenir l'hypothèse d'une simple coïncidence amenant simultanément au pouvoir les socialistes dans plusieurs pays ? Cela semble peu probable. Il faut donc rechercher un facteur

commun à l'échec électoral des conservateurs qui étaient presque partout au pouvoir en Europe à la fin des années 80. Ils y avaient été amenés, ou confortés, par la débâcle du communisme. Mais ils ont dans l'ensemble échoué, sur le continent, à soutenir la croissance et à défendre l'emploi. Prisonniers des dogmes rigidifiés de la politique monétariste technocratique qui ont conduit au lancement du projet Euro, ils ont été fort dépourvus lorsque les effets de la déflation ont commencé à se faire sentir tandis que le chômage s'installait durablement. Le ralentissement économique qui anémie l'Europe depuis le début de la décennie et la montée du chômage ont conduit logiquement à l'alternance électorale. Les électeurs ont sanctionné les conservateurs sortants plus qu'ils n'ont renouvelé leur confiance au socialisme et à l'étatisme.

Vote sanction

Ce que nous savons des déterminants économiques du vote vient à l'appui de cette interprétation. Les diverses études "politico-économétriques" montrent que les électeurs votent pour l'opposition de moins en moins en fonction de leurs préférences idéologiques, et de plus en plus en prenant en compte les "services" rendus par les gouvernements et les partis qui les soutiennent. Ces nouveaux consommateurs politiques sont évidemment sensibles aux performances économiques dont ils comprennent bien, instinctivement, qu'elles dépendent de la gestion monétaire, budgétaire et fiscale des gouvernements. D'où l'influence décisive de deux variables, la croissance du niveau de vie (c'est-à-dire du produit national) et le niveau du chômage, sur l'orientation à gauche des votes (Voir J.J.Rosa et D. Amson, "Conditions économiques et élections", *Revue Française de Science Politique*, 1976). Ce qui est de bon sens et dément ce que l'on a cru pouvoir constater de l'indifférence des Français, voire même de leur "préférence" supposée à l'égard du chômage.

Le vote se détermine largement en fonction de la performance passée des gouvernants, et constitue une sanction des mauvaises gestions, mais aussi une précaution pour l'avenir car il n'y a pas de raison d'espérer beaucoup pour le futur d'une équipe qui a été inefficace au cours de son mandat.

Ce jugement des électeurs correspond aussi ce que nous savons en matière de politiques macro-économiques : en dépit de la doctrine officielle des dernières années, qui a pris la forme extrême et déraisonnable du monétarisme technocratique, les politiques monétaires et budgétaires affectent bien le fonctionnement de l'économie réelle, c'est-à-dire le rythme de croissance et l'évolution de l'emploi et du chômage.

En France par exemple la plupart des économistes empiristes s'accordent pour attribuer à la politique macro-économique 4 à 6 points de chômage sur les 12 que nous connaissons depuis plusieurs années, soit environ 1 à 1,5 millions de chômeurs sur les quelques trois millions officiels. Le reste correspondant au taux de chômage "structurel", qui ne dépend guère de la conjoncture et s'explique par les fameuses "rigidités" du marché du travail. Le diagnostic purement "libéral" qui attribue tout le chômage au seul fonctionnement imparfait du marché du travail n'est au mieux qu'à moitié vrai. Les gouvernants sont donc responsables, pour partie, de la performance conjoncturelle de l'économie et du niveau de l'emploi. Et les électeurs l'ont bien

senti même s'il ne connaissent pas les modèles économiques correspondants.

Dans cette perspective le renvoi systématique des sortants s'explique très bien, qu'il s'agisse des socialistes en 93, d'Edouard Balladur en 95, ou d'Alain Juppé en 97. Les Français attendent un changement en matière de croissance et d'emploi et ne voient rien venir. Par contre, dès que l'amélioration se fait sentir comme en 97 et au début de cette année, la popularité des dirigeants, toutes étiquettes confondues, Lionel Jospin comme Jacques Chirac, passe au zénith. Et dès que la situation menace de se dégrader à nouveau, le président comme le premier ministre en pâtissent, ce qui se produit actuellement et va s'accroître dans les prochains mois.

Idéologie et morale

Le discours politique ne rend pas compte de ces réalités assez simples. En effet, les cadres politiques, partisans par définition, sont plus idéologues que leurs troupes, l'idéologie étant l'instrument publicitaire de leur entreprise. Ils se saisissent des difficultés conjoncturelles pour mettre en accusation le système d'organisation adverse, c'est-à-dire l'idéologie concurrente, pour marquer des points et renforcer la cohésion de leur propre appareil. Et d'autre part, le consensus bi-partisan, financier et conservateur, qui sous-tend l'entreprise de la monnaie européenne impose la pensée unique et interdit une vraie remise en cause des politiques monétaires et budgétaires qui étouffent la croissance et pérennisent le chômage. Il y a ainsi fuite dans l'idéologie pour éviter les débats réels. De sorte que faute de comprendre les modèles de fonctionnement de l'économie et l'enchaînement de cause à effet entre l'évolution économique et les problèmes sociaux, les responsables de la droite accusent le déclin de la morale et de la famille, l'immigration qui vient "prendre les emplois des nationaux", l'insécurité due au "laxisme" et autres manifestations de la mauvaise santé de l'économie qu'ils prennent pour les causes ultimes du malaise.

Le discours moralisant, de part et d'autre, est absurde. La morale n'est pas, dans le combat politique, tout d'un côté ou tout de l'autre, pas plus que Dieu ne prend parti pour l'un ou l'autre des belligérants dans les conflits entre nations. Le recours aux "valeurs" est facile mais faux, alors que la source commune de nos difficultés économiques et sociales, du chômage, de la dégradation de la vie dans les banlieues d'immigration à populations jeunes et peu qualifiées viennent de la mauvaise gestion du change, de la monnaie et de la fiscalité.

Le fait nouveau c'est que les socialistes au pouvoir de part et d'autre du Rhin, accordent plus d'importance à l'objectif d'emploi et moins à celui de stabilité monétaire que les hommes politiques de droite. Ils semblent ainsi vouloir remettre en cause la camisole de force de Maastricht et du Pacte de stabilité, tout en sauvant l'entente franco-allemande et peut-être l'Euro.

Rêve français

Peuvent-ils réussir à adopter d'un commun accord une "autre" politique macro-économique ? Le rêve des dirigeants français depuis le début du processus a toujours été d'amener les Allemands, par une politique de concertation, à se rapprocher des conceptions françaises initialement plus laxistes en la matière, en abandonnant au passage un peu leur rigorisme monétaire. Peut-être vont-ils réussir. Mais il est plus probable qu'ils en seront réduits à se lancer dans un mélange inefficace de politique monétaire qui restera restrictive, pour ne pas heurter de front une bonne partie de l'opinion allemande et les milieux financiers et ne pas décrédibiliser dès le départ la banque européenne de Francfort, tout en essayant quand même de soutenir l'économie par une politique de dépenses publiques accrues et d'alourdissement de la fiscalité. Dans un contexte de dégradation mondiale de l'activité cela ne peut conduire qu'à l'échec.

Si c'est le cas, l'heure de la droite reviendra bientôt. Mais si cette dernière continue à se réfugier dans les guerres idéologiques et le discours moralisant sur les "valeurs", accompagné d'une mise en cause des salariés, désignés comme les seuls responsables des rigidités de l'économie et in fine du chômage, elle ne pourra s'y maintenir. Les dirigeants des oppositions feraient mieux de réfléchir à un programme économique sérieux de retour à la croissance, qui passe par une remise en cause radicale du dogme monétaire de l'euro si les socialistes s'avèrent incapables de faire accepter une politique européenne de taux d'intérêt courts proches de zéro, d'euro faible et d'allègement massif de la fiscalité.

Les électeurs flottants n'attendent pas de leurs représentants de grandes déclarations d'intentions ni la restauration d'un modèle de société bureaucratique qui a fait faillite. Ils demandent tout simplement des gouvernants raisonnablement compétents en matière économique, capables de restaurer la croissance et qui soient enfin efficaces dans la lutte contre le chômage.

JJR

Le Figaro, 6 novembre 1998